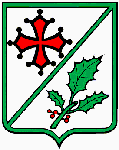
**Commune de Sainte Foy d’Aigrefeuille**



Compte-rendu du Conseil Municipal

du Jeudi 28 Juillet 2016

Le Maire ouvre la séance à 19h05.

* **Présents :** Guy CALESTROUPAT, Guillaume CHAMAYOU, Florian ESCRIEUT, Nathalie GONTHIEZ, Thierry MARCHAND, Gisèle MARTY, Jean-Paul MONTEIL, Daniel RUFFAT, Claudine SARRERE, Michèle TOUZELET, Philippe SANCERNI, Sandrine VALETTE
* **Excusés avec pouvoir :** Michel BELINGUIER (pouvoir à Gisèle MARTY), Linda BUTTIGIEG (pouvoir à Florian ESCRIEU), Xavier GAMEL (pouvoir à Daniel RUFFAT), Gérard LAVIGNE (pouvoir à Sandrine VALETTE)
* **Absents non excusés** : Jacques COUGOT, Valérie DE PECO, Emmanuel GARDEY DE SOOS
* **Secrétaire de séance :** Sandrine VALETTE
* **Présent - Secrétariat de mairie :** Lakhdar BENSIKADDOUR

# Ordre du jour :

1. Approbation du compte rendu du 16/06/2016
2. Travaux de restauration à l’église : Attribution du marché de travaux
3. Mise en demeure – Droit de délaissement de l’emplacement réservé n°7 – Renonciation au bénéfice
4. Communauté de Communes Cœur Lauragais : Modification des statuts
5. SDEHG : Installation d’une borne de recharge de véhicule électrique
6. Prêt sans intérêt pour l’acquisition des parcelles ZD n°29a et ZK n°8 en vue de la constitution d’une réserve foncière
7. Budget principal DM1
8. Questions diverses

* **1. Approbation du compte rendu du 16/06/2016.**

Ce compte rendu a été envoyé le 05.07.2016 à tous les membres du conseil municipal.

Le Conseil Municipal décide d’adopter le Compte Rendu du Conseil Municipal du 16.06.2016 à l’unanimité des présents et représentés.

* **2.** **Travaux de restauration à l’église : Attribution du marché de travaux**

*Monsieur le Maire rappelle à l’assemblée que par délibération du 10 mars 2016 il avait été décidé de permettre au cabinet d’architecte Axel LETELLIER de travailler sur le programme du lancement de la consultation des entreprises, dans le cadre des travaux de restauration de l’église.*

*Le projet étudié par le cabinet d’architecte devait permettre la restauration intérieure et extérieure de l’église.*

*La commune ayant également pris rang dans le cadre des contrats de territoire pour la sollicitation d’une aide financière auprès du Conseil Départemental de la Haute-Garonne.*

*Une consultation suivant la procédure adaptée prévue à l’article 28 du Code des Marchés Publics, avec option et sans variante a été lancée le 3/06/2016 en vue de l’attribution du marché de travaux.*

*La consultation ayant pour objet la restauration intérieure et extérieure de l’église, les travaux seront décomposés en 5 lots :*

*Lot 1 : Maçonnerie – Pierre de taille – avec option,*

*Lot 2 : Charpente couverture – avec option,*

*Lot 3 : Décors peints,*

*Lot 4 : Menuiserie – Peinture,*

*Lot 5 : Vitrail – Serrurerie*

*Les principales étapes de la consultation ont été les suivantes :*

* *Le 4/07/2016 – remise des offres et ouverture des plis par la CAO,*
* *Le 19/07/2016 – Présentation définitive du rapport d’analyse des offres à la CAO, sur la base des pondérations suivantes :*
* *Prix des prestations 50%,*
* *Valeur technique appréciée sur la base du mémoire technique détaillé 50%.*

*La CAO réunie le 19/07/2016 a proposé d’attribuer le marché de restauration de l’église de Sainte Foy d’Aigrefeuille en préconisant de retenir les options aux sociétés suivantes :*

*Lot 1 : Maçonnerie – Pierre de taille – avec option,*

*Sarl RODRIGUES BIZEUL – 351 Chemin de Tire – 46320 FONTANES*

*Lot 2 : Charpente couverture – avec option,*

*Sarl COUFFIGNAL – ZA le Triasis – 11 rue Antoine Becquerel – 31140 LAUNAGUET*

*Lot 3 : Décors peints,*

*Snc Atelier d’Autan – Le Picou – 31390 MARQUEFAVE*

*Lot 4 : Menuiserie – Peinture,*

*MALBREL CONSERVATION – Le Port – 46 100 CAPDENAC*

*Lot 5 : Vitrail – Serrurerie*

*Eurl Vitraux DUPUY – 15 Chemin de Blaye – 33670 SAINT GENES DE LOMBAUD*

L’option du lot 1 concerne le démoussage, le nettoyage du clocher ainsi que le calfeutrage de ses ouvertures afin d’éviter l’entrée des volatiles.

L’option du lot 2 concerne la charpente des chapelles.

Ce projet est subventionné à hauteur de 40% par le Conseil Départemental.

Un travail est en cours avec la Fondation Patrimoine pour faire appel aux dons (réalisation de flyers…). Cette fondation double les dons.

Le coût total des travaux n’inclut pas la Maitrise d’Œuvre car celle-ci est hors subvention.

La subvention devrait être versée avant la fin de l’année car le dossier de demande était complet avant le 30.06.2016, sous condition de démarrage des travaux avant la fin de l’année.

En effet, il a été demandé par le Président du Conseil Départemental Georges MERIC de planifier et programmer les grands projets sur cinq ans pour avoir une vision du développement sur cette période (Contrats de Territoire : ce sont les planifications et les nouvelles conditions d’octroi de subventions de la part du Conseil Départemental).

Le début des travaux est programmé mi-octobre 2016.

Remarque des élus de l’opposition :

Les élus de l’opposition regrettent que priorité soit faite à l’église. Au vu de l’urbanisation de la commune, l’extension de l’école devrait être priorisée.

Réponse des élus majoritaires :

A ce jour, l’école peut largement supporter une augmentation d’effectifs, une extension future est programmée en 2018 en fonction des besoins.

L’accent est mis sur la restauration et la conservation du patrimoine conformément à la feuille de route.

Question d’un élu de l’opposition :

Il est demandé pourquoi les travaux de l’église n’ont pas été inscrits au budget primitif : il remet en cause la sincérité du budget.

Réponse de Mr le Maire :

Au moment du montage du budget, ni le montant ni le financement précis de ces travaux étaient connus. Cela fera l’objet en septembre d’une décision modificative, au vu de l’appel d’offre et de la délibération du Conseil Départemental accordant une subvention et fixant son taux.

Le recours éventuel à l’emprunt pourrait à ce moment-là être apprécié avec précision ; condition indispensable pour une inscription budgétaire sincère.

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité des membres présents (Pour :12, Contre : 0, Abstention :4) :*

* *D’attribuer le marché de restauration de l’église aux entreprises suivantes :*

*Lot 1 : Maçonnerie – Pierre de taille – avec option,*

*Sarl RODRIGUES BIZEUL – 351 Chemin de Tire – 46320 FONTANES*

*Lot 2 : Charpente couverture – avec option,*

*Sarl COUFFIGNAL – ZA le Triasis – 11 rue Antoine Becquerel – 31140 LAUNAGUET*

*Lot 3 : Décors peints,*

*Snc Atelier d’Autan – Le Picou – 31390 MARQUEFAVE*

*Lot 4 : Menuiserie – Peinture,*

*MALBREL CONSERVATION – Le Port – 46 100 CAPDENAC*

*Lot 5 : Vitrail – Serrurerie*

*Eurl Vitraux DUPUY – 15 Chemin de Blaye – 33670 SAINT GENES DE LOMBAUD*

* *D’autoriser Monsieur le Maire à signer le marché à intervenir avec les sociétés ci-dessus, ainsi que tout document se rapportant à ce dossier,*
* *De prélever la dépense en section d’investissement du budget communal – opération n°291*
* **3. Mise en demeure – Droit de délaissement de l’emplacement réservé n°7 – Renonciation au bénéfice**

*Vu la lettre de Monsieur Frédéric MARTI en date du 7 juillet 2016.*

*Vu la lettre de Monsieur et Madame RICAUD en date du 15 juillet 2016*

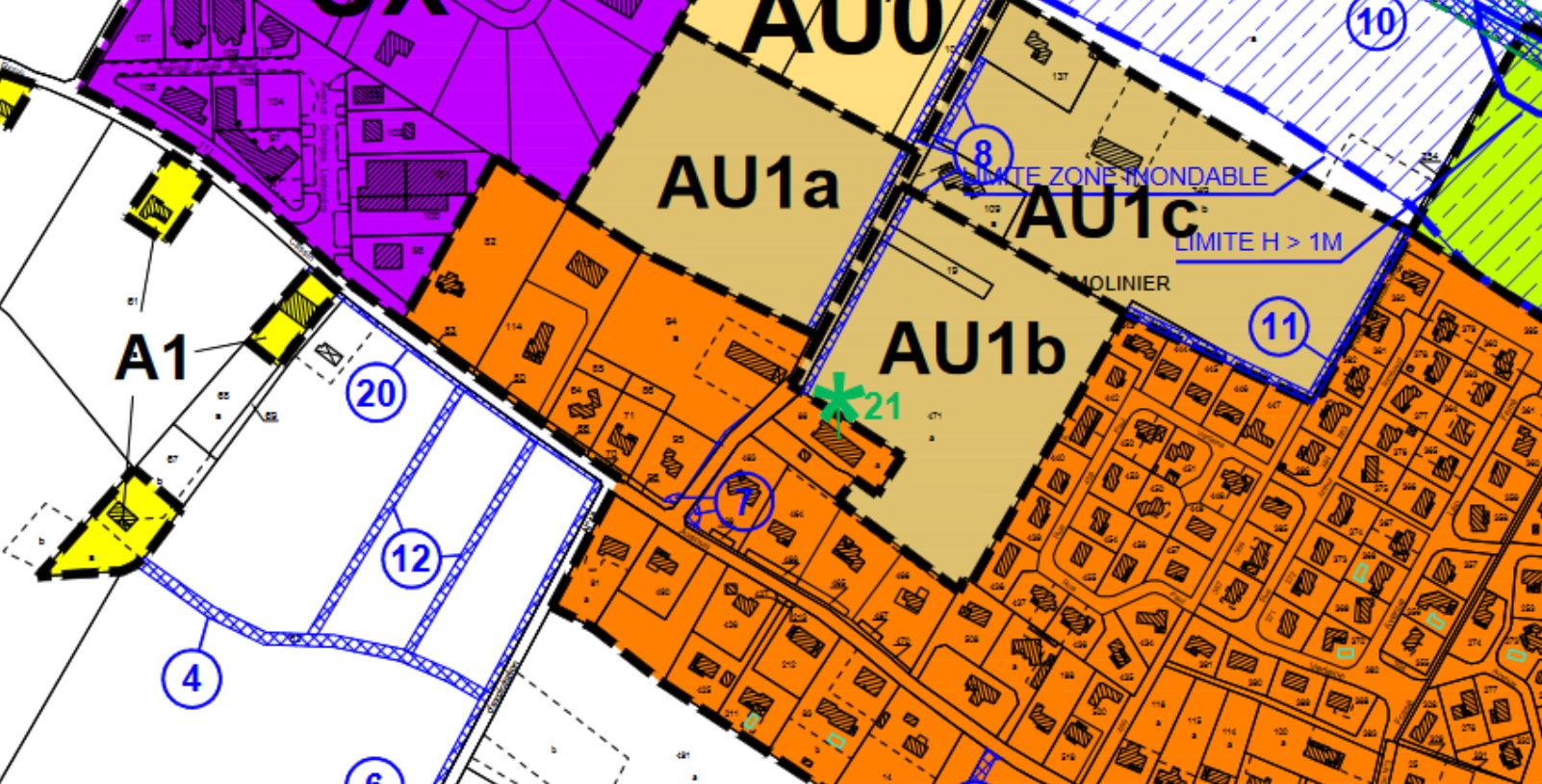
*Vu**les dispositions de l’article L.230-3 du Code de l’urbanisme.*

*Vu**le Plan Local d’Urbanisme de la commune approuvé le 18 septembre 2015.*

*Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal**qu’il a reçu deux courriers de Monsieur Frédéric MARTI, propriétaire de la parcelle cadastrée ZK n°177, de Monsieur et Madame RICAUD, propriétaires de la parcelle cadastrée ZE n°463 sur la commune de Sainte-Foy d’Aigrefeuille, parcelles qui étaient grevées d’une réserve d’environ 300 m² au bénéfice de la commune dans le cadre l’aménagement du chemin de la Palenque.*

*Ces derniers ont fait valoir leur droit de délaissement auprès de la commune, bénéficiaire de l’emplacement réservé n°7 Zone U1 du Plan Local d’Urbanisme.*

*Monsieur le Maire demande au conseil municipal de se prononcer sur les demandes de délaissement et le renoncement au droit de préemption.*

**

Ce délaissement est motivé par les propriétaires concernés et notamment par Mr MARTI pour pouvoir accéder à son terrain récemment acquis.

Les élus de la majorité y sont tout à fait favorables car le projet d’aménagement à venir du chemin de La Palenque ne nécessite aucune emprise sur cette réserve foncière. Projet d’aménagement mené en concertation avec les riverains.

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité des membres présents (Pour :12, Contre : 0, Abstention :4) :*

*- de renoncer à l’emplacement réservé n°7,*

*- prend**acte de ce que le droit de préemption est purgé par son renoncement et son refus d’acquérir, en sa qualité de bénéficiaire de l’emplacement réservé.*

* **4. Communauté des Communes Cœur Lauragais : Modification des statuts**

*Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal**que la dernière modification des statuts de la Communauté de Communes Cœur Lauragais date du 1er avril 2015.*

*Il rappelle aussi que par délibération du 30 juin 2016, le conseil de communauté s’est prononcé sur la définition de l’intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles de Cœur Lauragais et a adopté la modification des statuts.*

*Monsieur le Maire précise que les conseils municipaux n’ont plus à se prononcer sur les évolutions de l’intérêt communautaire pour les compétences obligatoires et optionnelles, puisque celles-ci entrent en vigueur dès que la délibération du conseil de communauté a acquis son caractère exécutoire ou, dans le cas des autres modifications statutaires, les conseils municipaux doivent adopter, à la majorité qualifiée, le projet de statuts dans un délais de trois mois, à compter de la notification aux maires des communes membres, de la délibération du conseil de communauté. Le défaut de délibération durant ce délai vaut accord.*

*Monsieur le Maire explique qu’il convient de mettre le reste des statuts de Cœur Lauragais en adéquation avec les dispositions de la loi NOTRe relatives aux compétences.*

*Monsieur le Maire sollicite le vote des membres du conseil municipal sur le projet de statuts joints à la présente délibération.*

Mr le Maire rappelle la complexité des statuts, devant être mis en cohérence avec la loi NOTRe.

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité des membres présents (Pour :12, Contre : 0, Abstention :4) :*

* *D’approuver les nouveaux statuts de Cœur Lauragais dont un exemplaire est annexé à la présente délibération,*
* *D’approuver la prise volontaire de la compétence « élaboration d’un plan climat air énergie » (PECT) dans la mesure où cette possibilité serait confirmée par la DGCL et, dans ces conditions, la commune autorise la Communauté de Communes Cœur Lauragais à l’inscrire dans le projet de statuts qui sera annexé à l’arrêté préfectoral entérinant la mise en conformité des statuts.*
* **5. SDEHG : Installation d’une borne de recharge de véhicule électrique**

*Vu la délibération du comité syndical du SDEHG en date du 26 novembre 2015 approuvant les nouveaux statuts du SDEHG, et notamment l’article 3.3 habilitant le SDEHG à mettre en place et organiser, pour ceux de ses membres qui lui ont confié cette compétence, un service comprenant la création, l’entretien et l’exploitation des infrastructures de charges nécessaires à l’usage des véhicule électrique ou hybrides rechargeables.*

*Considérant que le SDEHG engage un programme départemental de déploiement d’infrastructure de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, et ce à travers un maillage cohérent couvrant l’ensemble du territoire.*

*Considérant que pour inscrire une infrastructure de charge dans le programme de déploiement du SDEHG et permettre à ce dernier d’obtenir les financements mis en place par l’Etat dans l’appel à manifestation d’intérêt confié à l’ADEME, il convient de confirmer l’engagement de la commune sur la gratuité du stationnement des véhicules, dans le 2 ans à compter de la pose de la borne, sur tout emplacement de stationnement, avec ou sans dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, et qu’il convient également de confirmer l’engagement de la commune sur sa participation financière.*

Après renseignements pris auprès du SDEHG, le coût de fonctionnement est estimé à environ 600 €/an, et le coût de recharge à environ 1 €/h.

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l’unanimité :*

*- d’adopter les conditions administratives, techniques et financières d’exercice de la compétence adoptées par le bureau du SDEHG le 16 juin 2016, figurant en annexe,*

*- de s’engager à accorder pendant 2 années à compter de la pose de la borne, la gratuité du stationnement aux utilisateurs de véhicules électriques et hybrides rechargeables sur tout emplacement de stationnement sis sur le territoire communal, avec ou sans dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, géré directement par la collectivité,*

*- de mettre à disposition du SDEHG, à titre gratuit, les terrains nus ou aménagés nécessaires à l’exercice de la compétence « infrastructures de recharge pour véhicules électriques »,*

*- de s’engager à verser au SDEHG en section de fonctionnement, sur les fonds propres de la commune suivant les règles comptable en vigueur, une participation financière de 15% de l’investissement prévu par installation d’une borne, soit au maximum 1200 € sous réserve d’un raccordement au réseau de distribution d’électricité par un simple branchement,*

*- de s’engager à verser au SDEHG une participation financière de 50% des frais de fonctionnement des bornes de la commune, pendant la durée d’exploitation de la borne,*

*- de s’engager à inscrire les dépenses correspondantes au budget municipal et donne mandat à Monsieur le Maire pour régler les sommes dues au SDEHG.*

* **6. Prêt sans intérêt pour l’acquisition des parcelles ZD 29a et ZK 8 en vue de la constitution d’une réserve foncière**

*Monsieur le Maire indique au conseil municipal que la commission permanente du Conseil Départemental dans sa séance du 26/05/2016, a décidé d’allouer à la commune un prêt sans intérêt d’un montant de 121 959,20 €uros pour l’acquisition des parcelles ZD n°29a et ZK n°8 en vue de la constitution d’une réserve foncière dont le montant s’élève à 338 600,00 €uros.*

*Il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur l’acceptation du prêt et le financement de l’opération.*

Ces demandes datent du 17.11.2011 pour la parcelle ZD n°29a et du 08.09.2011 pour la parcelle ZK n°8.

Ce dossier a fait l’objet d’un recensement de demandes de subventions non abouties depuis 2012.

Certains dossiers étaient incomplets ou passés aux « oubliettes ».

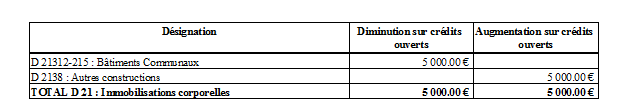
La nouvelle équipe du Conseil Départemental a voulu traiter rapidement des demandes de longue date de façon à avoir une vision annuelle des demandes de subventions (Contrats de Territoire).

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité des membres présents (Pour :15, Contre : 0, Abstention :1) :*

* *D’accepter un prêt sans intérêt d’un montant maximum de 121 959,20 €uros. La dépense totale prévue est de 338 600,00 €uros. Le prêt devra être remboursé en 8 année, dont 7 annuités constantes de 15 244,00 €uros et une annuité de 15 251,20 euros,*
* *Que la commune s’interdit de donner au prêt une destination autre que celle prévue au présent contrat,*
* *Que le remboursement de la première annuité interviendra un an, jour pour jour, à partir de la date de mandatement du prêt et les suivantes aux dates d’anniversaire de la première,*
* *Que la commune aura la faculté d’effectuer à tout moment, des remboursements anticipés,*
* *Que si le prêt n’est pas réclamé en totalité et en une seule fois dans le délai de 18 mois à compter de la date de notification de la décision attributive, le prêt sera automatiquement annulé,*
* *Que les frais auxquels le contrat de prêt pourrait donner lieu et les paiements relatifs, ainsi que les impôts et contribution de toute nature créés ou à créer dont il pourrait être passible, seront à la charge de la commune,*
* *D’autoriser l’ordonnateur à accepter le prêt sans intérêt du Conseil Départemental.*

*PLAN DE FINANCEMENT DE L’OPERATION*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *Dépenses* | | *Recettes* | |
| *Acquisition parcelles ZD 29a et ZK 8* | *338 600.00* | *Prêt Conseil Départemental*  *Autofinancement* | *121 959.20*  *216 640.80* |
| *Total Dépenses 338 600.00* | | *Total Recettes 338 600.00* | |

* ****7. Budget principal DM1**

Cette décision modificative concerne un petit supplément des travaux de réseaux et de voirie pour la rue Robert Doisneau.

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve à la majorité des membres présents cette Décision Modificative (Pour :15, Contre : 0, Abstention :1) :*

* **8. Questions diverses**

**Tavaux /PPRn:**

Mr le Maire rappelle que pour tous les travaux en cours ou sur le point de démarrer : traversée du village, urbanisation, chemin de la Palenque, église … les riverains ont été consultés et associés aux projets.

Il en a été de même lors de l’élaboration du PPRn. Les habitants de Bruges ont reçu l’information bien en amont de l’ouverture de l’enquête publique par le Préfet. Notre commune a également organisée une réunion publique sur le sujet.

Le Maire clôture la séance à 20h10.